

Peut-on imaginer une société sans développement des forces productives ?

Stéphanie Treillet

Quelques remarque introductives :

1) Il s'agit d'une réflexion qui s'inscrit dans le prolongement du débat décroissance et antidéveloppement / autre développement, l'idée étant de prendre un peu de recul théorique par rapport à la dimension éminemment polémique de ce débat tel qu'il se déroule dans le mouvement social, altermondialiste notamment. Beaucoup de choses ont déjà été dites ou écrites, mais il s'agit encore de fois de classer les idées, afin de distinguer les malentendus des vrais désaccords, et de tenter de mettre au jour les soubassements théoriques des questionnements. Je renvoie à mon argumentation plus détaillée sur ce sujet dans l'article de *Critique communiste* et de *Revue internationale*. (ci-joints). En bref :

La décroissance et de l'anti-développement : deux questions en apparence distinctes et se situant sur deux plans différents, mais qui sont aussi étroitement imbriquées et peuvent être considérées comme reposant sur un socle politique commun, le projet de société qui se profile derrière, ainsi qu'une approche méthodologique commune, souvent non dialectique et idéaliste.

a) l'anti-développement : il s'agit de la thématique la plus ancienne (années 70), fondée sur le culturalisme (les sociétés sont définies par leur culture) et le relativisme culturel (ces différentes cultures sont incommensurables les unes aux autres, il est donc impensable d'envisager la défense de droits universels, seule doit être prise en compte la cohérence interne constituée par les traditions. A ce titre, le développement ne peut être qu'un avatar de l'ethnocentrisme occidental.). Il y a là peu de références à la dimension écologique¹, et en tout cas cela ne constitue pas l'argument principal de la démarche.

b) la décroissance : cette thématique est apparue beaucoup plus récemment, même s'il y a eu des précurseurs (rapport Meadows en 1971, idée de la croissance zéro). Elle met en avant l'aspect surtout quantitatif et matériel de la dimension écologique : idée de limites naturelles (physique, climatiques...) à la croissance du PIB à l'échelle de la planète.

c) les deux problématiques se rencontrent souvent cependant, sur un socle politique et un projet social communs, avec plusieurs thématiques récurrentes dans les versions les plus extrêmes (Latouche, ou Clémentin, Cheynet entre autres) :

- Une critique du modèle de consommation dit « occidental », qui débouche parfois sur considérations moralisantes, totalitaires ou sectaires : conversion individuelle à l'austérité, culpabilisation, et/ou valorisation des valeurs spirituelles, communautaires, du « lien social ».
- Une remise en cause de la notion de progrès dans toutes ses dimensions : le progrès social assimilé totalement au progrès technique, lui-même considéré de façon unilatérale.
- Ces thématique rencontre parfois celle de la fin du travail, avec incursions répétées du côté de l'économie solidaire (les SELS...), de la remise en cause du salariat, des services publics ;...

Cette convergence est parfaitement résumée dans un de derniers articles de S. Latouche, dans le *Monde diplomatique* de novembre 2004, sous le titre évocateur « *Et la décroissance*

¹ On en trouve malgré tout une ou deux, chez Ivan Illich, ainsi que chez Wolfgang Sachs (1989) qui en appelle au fait de « *concevoir les arbres, les rochers et les animaux comme des être animés faisant partie d'un vaste cosmos...* » et repousse la rationalité d'une utilisation efficiente des ressources naturelles

sauvera le Sud ». « Il y a, dans cette proposition qui part d'un bon sentiment – vouloir « construire des écoles, des centres de soins, des réseaux d'eau potable et retrouver une autonomie alimentaire² » –, un ethnocentrisme ordinaire qui est précisément celui du développement. »

Ce type d'affirmation, et des dizaines d'autres du même genre, m'amène à penser que dans la version actuelle publiquement défendue de la décroissance, ce n'est pas principalement l'écologie qui est en cause, mais un projet politique beaucoup plus global. Plusieurs fois, dans des débats, (y compris à l'Université d'été de la LCR) j'ai demandé à des tenants de la décroissance de se démarquer clairement du relativisme culturel, pour qu'on puisse discuter calmement des marges de manœuvre proprement écologiques....toujours en vain. Je souhaite donc maintenant m'interroger sur la signification théorique de cette convergence, qui ne semble pas fortuite.

2) Une des difficultés consiste en ce que les termes même de ce débat obligent à opérer une ouverture en direction d'autres disciplines que l'économie (autres sciences humaines, épistémologie), pour plusieurs raisons : caractère multidimensionnel du sujet, question posée du statut de l'économie comme champs dans la société (« désencastrement »), et de l'économie comme discipline dans ses relations avec les autres (« anti-économisme »).

3) Plusieurs niveaux de traitement de la question apparaissent :

- Le débat décroissance-développement est amené à être dépassé dans le cadre d'une problématique d'extension à la question écologique de la démarche de critique de l'économie politique, vers une écologie marxiste, fondée sur la convergence des luttes sociales et écologistes. C'est la démarche, parmi d'autres, de Michaël Löwy, Pierre Rousset, Jean-Marie Harribey, dont on trouve les analyses dans les revues *Actuel Marx*³ (débats du congrès Marx) et *Contretemps*⁴.

- Cependant il me semble qu'il reste une partie du problème qui n'est pas totalement réglée ni même explicitée dans ces réflexions, et qu'il est possible d'aller plus loin, y compris comme ils le font à partir du retour à Marx et d'une extension de la démarche du matérialisme dialectique :

- i. Ces réflexions admettent l'idée d'une limite naturelle à la croissance des forces productives, idée refusée dans l'ensemble par Marx et Engels. Que sous-entend cette idée sur le plan de l'organisation des sociétés et de la dynamique de l'histoire des sociétés humaines ?
- ii. Il manque un approfondissement de la question des aspects qualitatifs des rapports sociaux, du modèle de société sous-jacent derrière ces questions, et pas seulement les aspects quantitatifs et matériels des forces productives, pour répondre à la critique de la notion de progrès. La question n'est pas seulement – et pas d'abord - une question de rapport des êtres humains à la nature, mais des humains entre eux et donc du type d'organisation sociale en jeu. La convergence des thématiques décroissance et anti-développement montre que ces dimensions ne sont jamais loin même si elles ont rarement mises en avant.

² Jean-Marie Harribey, « Développement durable : le grand écart », *L'Humanité*, 15 juin 2004.

³ « Capital contre nature » J-M Harribey et M. Löwy, dir. *Actuel Marx Confrontations*, PUF, 2003.

⁴ « Critique de l'écologie politique », *Contretemps*, n° 4, mai 2002.

I/ La croissance illimitée des forces productives se heurte-t-elle à une limite naturelle ?

A/ Une critique de l'économie politique écologique.

La démarche d'un "marxisme écologique" (ou d'une "écologie marxiste") part de l'affirmation qu'aucune prise en compte de la dimension écologique ne peut être opérante sans entreprendre la critique du MPC. La nouveauté est qu'il existe, selon ces analyses à la fois un saut qualitatif dans l'urgence de la situation à l'échelle mondiale, et une convergence dans les luttes, qui met cette question plus que jamais à l'ordre du jour.

Dans cette optique, les textes fondateurs du marxisme présentent à la fois des pistes théoriques et méthodologiques à prolonger (critique de l'économie politique, matérialisme dialectique) et des limites à dépasser (philosophie de l'histoire, du moins lue d'une certaine manière).

1) La question écologique chez Marx et Engels.

Il faut noter que le traitement de la question dans les textes fondateurs du marxisme doit être envisagé par rapport aux critiques les plus courantes formulées par certains écologistes, critiques souvent trop simplistes et unilatérales.

Le sujet a été largement exploré (cf M. Löwy, J-M Harribey, T. Benton entre autres) et les propositions auxquelles ces auteurs aboutissent pourraient de façon très générale être résumées ainsi :

- Les thèmes écologistes n'occupent pas une place centrale chez Marx et Engels dans le cadre de qui serait une conception d'ensemble. Ils refusent en particulier d'admettre l'existence de limites naturelles incontournables à la croissance des forces productives.
- Mais leurs écrits sur le rapport des sociétés humaines et de la nature ne sont pas univoques et sont toujours susceptibles d'interprétations contradictoires (à la différence d'écrits marxistes ultérieurs notamment ceux qui sont influencés par le stalinisme).

a) Un humanisme conquérant, « prométhéen », mettant en avant la maîtrise de la nature :

- Il y a en effet beaucoup de références à un « contrôle », une « maîtrise » ou même la « domination » de la nature dans les textes.

Mais

- Plus qu'une instrumentalisation, la « domination » de la nature signifie la plupart du temps la connaissance de ses lois (surtout chez Engels)
- L'être humain n'est pas conçu comme extérieur à la nature, surtout dans les premiers écrits (*Manuscrits de 1844, Dialectique de la nature*), mais présenté comme un être naturel, inséparable de son environnement naturel.
- On trouve dans plusieurs passages (qui paraissent tout à fait d'actualité) une vision dialectique des rapports entre l'être humain et la nature. L'activité prédatrice du capitalisme (mais pas uniquement : il est aussi question des déforestations des grandes civilisations pré capitalistes) notamment dans l'agriculture, productrice à court terme, se retourne à plus long terme en potentialités destructrices (destruction de la fertilité des sols). Marx met en avant l'idée d'une rupture du « métabolisme » (de l'interaction équilibrée) entre les sociétés humaines et la nature, comme résultat du mode de production capitaliste (MPC).

b) Ce caractère potentiellement destructeur est mis en parallèle avec l'usure de la force de travail par son exploitation dans le MPC (la journée de travail et dépassant les limites physiologiques dans le Capital). De même l'aliénation de l'être humain dans son rapport à la nature dans le cadre du MPC est mis en parallèle avec son aliénation dans le travail. La tendance à la réification inhérente au mouvement du capital s'exerce aussi bien à l'encontre de la nature qu'à l'encontre de toutes les dimensions de l'activité humaine. Il en résulte que le communisme apparaît comme la vraie solution de « *l'antagonisme entre l'homme et la nature* » assurant de façon systématique et rationnelle et sur des bases nouvelles une régulation que les sociétés pré capitalistes assuraient de façon spontanée (conservation rationnelle ressources opposée à gaspillage capitalisme, etc.).

c) La critique de l'économie politique ouvre des pistes à une conception de la richesse intégrant la nature, avec la distinction entre valeur d'échange et valeur d'usage.

Pour certains écologistes, chez Marx l'origine de toute richesse réside dans le travail humain, la conduisant ainsi à négliger ainsi l'apport de la nature. Pour M. Löwy comme pour J-M Harribey, il s'agit d'un malentendu, reposant en partie sur l'occultation de cette distinction valeur d'usage- valeur d'échange. La nature participe à la formation de richesses qui ne sont pas des valeurs d'échange mais des valeurs d'usage. cf. *Critique du programme de Gotha* : « *Le travail n'est pas la source de toute richesse. La nature est tout autant la source des valeurs d'usage (qui sont bien tout de même, la richesse réelle ! que le travail, qui n'est lui-même l'expression d'une force naturelle, la force de travail de l'homme.* » Reste à savoir si ces ressources naturelles pourraient être prises en compte comme richesses sans être transformées ou du moins utilisées par le travail humain. T. Benton poursuit cette discussion en opposant une conception du processus de travail mettant exclusivement l'accent sur la transformation des ressources (chez Marx et Engels) et une conception du processus de travail fondée sur la « *régulation* », et non la transformation des conditions naturelles, correspondant mieux selon son analyse à la réalité de l'agriculture.

d) Marx et Engels ont souvent été accusés de « productivisme », c'est-à-dire de considérer que la croissance des forces productives était toujours et en toutes circonstances souhaitable et facteur de progrès humain.

Cette accusation n'est pas justifiée dans la mesure où

- Marx a dénoncé la logique capitaliste de production pour la production, l'accumulation par le capital de marchandises comme but en soi indépendamment des besoins humains, avec des progrès de la productivité se traduisant par un appauvrissement et un épuisement toujours plus grand du travailleur, au lieu d'un accroissement du temps libre.
- On trouve comme on l'a vu plus haut l'idée que les forces productives finissent dans le cadre du MPC par se transformer en forces destructrices.

Mais il est vrai que souvent chez Marx ou Engels (certains passages de l'*Anti-dühring*, *Gundrisse*) (et encore plus dans marxisme ultérieur, cf l'admiration de Lénine pour le taylorisme), on trouve « *une posture peu critique envers le système de production industrielle créé par le capital* » (M. Löwy) et l'idée que celui-ci pourra être transposé tel quel après l'abolition du MPC (avec les mêmes technologies, la même organisation du travail).

e) Il en résulte parfois un évolutionnisme positiviste, une confiance unilatérale dans le progrès technique et la vision d'une histoire humaine orientée dans le sens du progrès en général.

C'est là qu'il y a à mon avis le plus matière à débat et place pour une interprétation différente des textes.

En effet, M. Löwy cite comme l'écrit « *le plus marqué par philosophie du progrès et évolutionnisme* », un « *scientisme (sur le modèle des sciences de la nature)* » et « *une vision non problématisée des forces productives* », ce passage de la *Préface à la Contribution à la Critique de l'économie politique*, « *A un certain stade de leur développement les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants (...). De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. (...) Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir (...)* » et ce passage des *Gundrisse* : « *Ainsi donc, la production fondée sur le capital créé d'une part l'industrie universelle, c'est à dire le surtravail en même que le travail créateur de valeurs ; d'autre part un système d'exploitation générale des propriétés de la nature et de l'homme (...) Le capital commence donc à créer la société bourgeoise et l'appropriation universelle de la nature et établit un réseau englobant tous les membres de la société : telle est la grande action civilisatrice du capital* ».

La question, qui sera traitée plus loin, est de savoir si ces passages ne peuvent pas au contraire être lus comme essentiellement contradictoires et dialectiques, et déboucher sur une tout autre interprétation.

f) La conception de Marx et Engels n'admet pas la notion générale de limites naturelles au développement des forces productives.

Cet aspect comporte plusieurs dimensions :

- Le prolongement de la critique de Malthus : refus d'une analyse des phénomènes sociaux qui renverraient directement à des déterminations naturelles sans être médiée par des rapports sociaux.
- cf. analyse de T. Benton : Marx et Engels surestiment capacité transformatrice du travail humain et sous-estiment les conditions naturelles « *non manipulables* ».
- Pas de conception des limites naturelles globales de la planète.

2) Utiliser le matérialisme dialectique pour intégrer la dimension écologique dans l'analyse du MPC.

Plusieurs directions apparaissent pour dépasser les limites de Marx et Engels, avec des controverses qui restent non résolues.

a) Pour une articulation entre les luttes anti-capitalistes (ou de classe) et les luttes écologistes, permettant des convergences et la conception commune d'une autre société, il ne peut y avoir ni substitution (comme le voudraient certains), ni hiérarchisation des paradigmes au motif que les conditions naturelles seraient antérieures aux sociétés humaines et surdétermineraient en dernière analyse leur fonctionnement. L'écologie ne constitue pas un nouveau paradigme qui remplacerait l'ancien (Harribey, Husson). Les raisons qui remettent en cause la logique du profit sont les mêmes sous les deux angles. « *Nous chercherons à montrer que la transformation des rapports sociaux doit inclure la modification du rapport à la nature mais que l'établissement d'une hiérarchie qui placerait au sommet le respect de la nature indépendamment de ses conditions sociales d'utilisation conduirait dans une impasse théorique (la naturalisation des conditions de la production des moyens d'existence) et dans une impasse politique (l'impossibilité de faire se rejoindre les multiples fronts de lutte contre le capitalisme néo-libéral).* »(Harribey). L'exemple des sentences de l'ORD de l'OMC, à la

fois contre les lois sociales et les lois environnementales, le montre bien attaquées par la logique de marchandisation généralisée. Ce qui ne signifie pas que la convergence des luttes sur le terrain soit toujours facile et immédiate à court terme, qu'il s'agisse des luttes syndicales ou des luttes féministes.

b) Une question fait débat : les limites et les contradictions induites par la dimension de reproduction des conditions naturelles remet-elle en cause les conditions de reproduction du capital ? Oui pour J. O'Connor, pour qui cela constitue la « *seconde contradiction du capital* », à côté des contradictions propres de l'accumulation décrites dans le Capital ; non pour C. Serfati et F. Chesnais, pour qui loin de remettre en cause les conditions globales de reproduction du capital les destructions écologiques ouvrent de nouveaux champs de profits et de marchandisation ; ce qui est en jeu par contre ce sont les conditions de production et même survie de certaines catégories de population sur la planète, ce qui renvoie à la perspective de classe.

Ce débat ne sera pas approfondi ici. Mais il conduit directement à un troisième questionnement :

c) Le capitalisme a-t-il besoin de la croissance des forces productives et de la production, toujours et partout ?

On est obligé de constater aujourd'hui que la croissance du PIB est largement absente, et qu'elle est loin d'être l'objectif du capital, en dépit des discours des gouvernants, et contrairement à ce qu'affirment les tenants de la décroissance.

En Europe la croissance est durablement très faible. Aux Etats-Unis elle est plus forte mais très irrégulière. Dans les pays en développement, mis à part certains pays d'Asie, surtout la Chine et l'Inde, elle est également très faible et on peut parler de croissance négative par tête en Afrique comme en Amérique latine. Le taux d'accumulation est partout très faible en dépit des taux de profit élevés du capital, en raison des critères de rentabilité imposés par la libéralisation des mouvements de capitaux.

En ce qui concerne les objectifs des politiques économiques, le cas de l'Union européenne, comme les politiques d'ajustement structurel dans les pays en développement montrent bien que l'objectif poursuivi n'est pas la croissance du PIB, mais la désinflation afin de garantir les revenus des détenteurs de capitaux. Or les deux ne sont en général pas compatibles sur la durée. Bien plus, la croissance de l'armée de réserve avec le chômage de masse durable constitue une garantie pour le maintien ou la croissance des taux de plus-value.

Ce qui ne veut pas dire bien sûr qu'il n'y a plus du tout de croissance des forces productives, mais à un rythme ralenti par rapport 1) à la période précédente (les années 50-70), 2) aux possibilités, 3) aux besoins.

Le malentendu ou le désaccord avec les théories de la décroissance a, à mon avis, deux origines : la confusion entre la croissance conjoncturelle et le régime de croissance de long terme : au niveau conjoncturel, le capital a peut-être besoin de relancer la croissance pour ne pas avoir à répartir autrement la valeur ajoutée à court terme ; cela ne veut pas dire qu'à long terme cela constitue son objectif premier. Et surtout on ne peut pas parler de croissance (ou de décroissance) dans l'absolu, pour tous les secteurs confondus de la production. Le capital aujourd'hui n'a surtout pas besoin de n'importe quelle croissance : on observe un désajustement qualitatif croissant entre les besoins en services (peu rentables), et les productions qui l'intéressent (M. Husson). En cela aussi on a une rupture avec les années 50 où par exemple le capital avait besoin de l'extension d'un certain nombre de services publics, comme la scolarisation de masse.

Le terme de productivisme employé de façon générale a tendance à brouiller la compréhension des mécanismes, mais désigne en fait ce désajustement entre la production et les besoins propres au capitalisme.

Cela ne veut pas dire qu'on n'a pas dans le capitalisme néo-libéral, un changement significatif de fonctionnement par rapport à la logique d'accumulation que Marx décrit dans le *Capital*. Dans le *Capital*, la croissance des forces productives est un sous-produit de l'accumulation du capital elle-même orientée vers la croissance du profit et pour cela vers l'augmentation du taux de plus-value, qui n'apparaissent donc pas comme incompatible sur le long terme, en dehors des périodes de crise où éclatent les contradictions du capital et où celles-ci se traduisent effectivement par des destructions de capital constant et l'arrêt de l'accumulation. Ces crises peuvent être durables (cycles longs) mais cela n'implique pas un régime de fonctionnement comparable à celui que nous connaissons actuellement, à savoir une croissance quasi-nulle avec taux de profits élevés et sans redémarrage de l'accumulation, ceci de façon indéfinie.

Donc ce qui confère un caractère écologiquement insoutenable à cette croissance aujourd'hui, ce n'est pas son rythme, faible ou nul, mais sa nature et ses modalités : secteurs concernés, court termisme lié aux critères de rentabilité. Il ne faut pas oublier non plus que le sous-développement et la pauvreté ont aussi des caractères destructeurs (cercles vicieux de dégradation des sols, déforestation)

On peut se demander dans cette optique quelle marge de choix existe pour la croissance des forces productives, si cette marge est uniquement technique et remet en cause la possibilité d'une croissance illimitée des forces productives.

B/ La notion de limite naturelle : ses différentes dimensions. La place du politique, des rapports de classe.

Il faut distinguer ici les limites relatives et les limites absolues.

Les limites relatives sont ce qui relève de la soutenabilité forte : seuils d'irréversibilité, sauts qualitatifs, temporalité longue... reposant sur l'idée qu'il y a effectivement une spécificité des phénomènes naturels qui impose certaines contraintes aux activités économiques ; par opposition à la soutenabilité faible : postulat néoclassique selon lequel on peut toujours internaliser les externalités et substituer dans la fonction de production du capital technique produit par l'être humain aux ressources naturelles épuisées ou dégradées (Harribey).

L'idée de limites absolues va plus loin puisqu'elle suppose à terme la nécessité d'un arrêt de la croissance des forces productives. On trouve cette idée chez J-M Harribey : « *L'épuisement inexorable de la planète* », « *L'expérience du XX^e siècle nous oblige à abandonner les dogmes dont l'application a mené à la faillite des révolutions qui furent tentées, notamment celui du possible développement illimité des forces productives* », comme chez M. Löwy, P. Rousset : contrairement aux textes de Marx et Engels, des limites extra-économiques et extra-sociales (physiques, climatiques, bio-chimiques) existeraient, dans l'absolu, au développement des forces productives.

Une conception absolutiste des limites sert de référence aux théories de la décroissance, et a fait l'objet de nombreuses critiques, marxistes ou non : la conception de N. Georgescu-Roegen, qui, se fondant sur une transposition des lois de la thermodynamique - limitée à la dégradation entropique et aux lois de Carnot, conclut que toute activité humaine – surtout appuyée sur la mise en œuvre de dispositifs énergétiques, qu'il envisage par hypothèse

comme non renouvelables, - ne peut qu'accélérer l'entropie à la surface de la planète. Dans cette optique, la lutte pour l'environnement est un combat en retraite perdu d'avance et la question du développement durable ne se pose pas, quel que soit d'ailleurs le mode de production.

Il n'est pas possible ici d'entrer dans tous les détails de ce débat complexe. Mais il est néanmoins possible de classer les critiques qui ont été faites à cette conception dans deux registres d'arguments assez différents :

- Il existe des marges de manœuvre, naturelles et/ou techniques.
- On ne peut pas naturaliser le fonctionnement de l'économie et de la société.

Dans la première catégorie de critiques, on trouve notamment l'analyse de R. Passet : critique l'absolutisme des limites chez Georgescu-Roegen, essentiellement à partir de deux idées

- les marges de manœuvre naturelles existent, on n'a pas affaire à système fermé : il oppose thermodynamique des systèmes ouverts, (empruntée à I. Prigogine), qui s'impose débouchant sur une approche en termes de « *destruction créatrice* » : le système en fonctionnant ne s'épuise pas mais au contraire connaît un processus de destruction-crétion-complexification.. Dans cette optique, tout n'est certes pas possible, mais il y a une carte à jouer en matière d'environnement et de développement durable. Selon lui, « *la planète est un système ouvert sur l'énergie solaire et le rayonnement du soleil qui représente une entropie pour celui-ci, parvenu à la surface de la Terre, constitue un apport énergétique grâce auquel la vie a pu apparaître et se diversifier, grâce auquel aussi la matière vivante (végétale ou animale) dans laquelle on puise se reproduit.* »

- Il existe également des marges de manœuvre induites par l'évolution du système productif et des technologies : diminution de l'intensité énergétique de la production et tertiarisation de l'économie, augmentation de l'immatériel.

J-M Harribey, sans souscrire à la théorie de Georgescu-Roegen, exprime un doute par rapport à l'impact de cette dernière évolution : selon lui, la croissance dans l'absolu fait plus que compenser l'effet de cette baisse d'intensité énergétique. On retrouve donc à terme des limites naturelles.

- On peut noter ici que ce registre de discussion met en avant surtout des argument « extra-économiques » : R. Passet convoque une autre conception de la thermodynamique, et met en avant l'idée de plusieurs sphères d'action insérées les uns dans les autres (l'économique et le social dans la biosphère) « *en essayant de définir les modalités de l'insertion des mécanismes économiques dans les mécanismes régulateurs de la société et de la biosphère, condition même du développement durable.* » Même si les limites naturelles reculent et laissent davantage de marge de manœuvre à l'action humaine, on a toujours la transposition dans la sphère des rapports de production de facteurs empruntés aux sciences de la nature, au sens large.

Le problème de fonds que pose cette argumentation est de convoquer pour comprendre l'économique et le social des déterminations appartenant aux sciences de la nature, et d'indure ainsi une naturalisation des phénomènes sociaux. Il faut noter qu'on observe depuis deux siècles un mouvement d'émancipation convergent des sciences humaines pour sortir de ce registre d'arguments : l'acte fondateur de la méthode sociologique par Durkheim consiste à "traiter les faits sociaux comme des choses" et à refuser par exemple de convoquer la physiologie ou la psychologie pour expliquer les phénomènes sociaux. La philosophie passe une partie de son temps à évacuer l'idée de nature humaine et toutes les déterminations

biologisantes y afférant. La géographie elle-même est, à ma connaissance, un combat sans cesse renouvelé de la géographie humaine contre une géographie strictement physique passablement réactionnaire. Dans son registre, la critique de l'économie politique ne fait pas autre chose que de dénaturiser le marché, la marchandise, la monnaie, etc. Enfin, cette émancipation constitue, dans tous ces domaines de pensée, le point de départ incontournable des études de genre.

- Faut-il aujourd'hui considérer que l'urgence et l'ampleur de la menace pesant sur la survie de l'espèce humaine sur terre sont telles qu'elles nous imposent de revenir en arrière par rapport à cette évolution, et de penser l'organisation de la société à l'intérieur, etc. fonction de, telles contraintes absolues ? Il paraît plus fructueux, y compris par rapport aux problèmes nouveaux que pose l'écologie, de défendre une certaine autonomie des sciences sociales ((dont le point commun est de s'articuler chacune à leur manière avec des intérêts sociaux et des choix politiques et de dire quelque chose sur la façon dont les sociétés, et donc le pouvoir sont organisés) par rapport aux sciences de la nature. Ex de la démographie.

Poser la question de cette façon ne revient pas bien sûr à nier l'existence de ces contraintes, mais à affirmer

- qu'elles n'ont rien d'absolu et qu'il est très complexe d'en apprécier l'ampleur et les marges de manœuvres (technologiques, sociales) existantes.

- - qu'on ne peut pas les apprécier en établissant un lien de détermination direct entre variables « naturelles » et fonctionnement de l'économie. Il est nécessaire au contraire de prendre en compte un certain nombre de variables intermédiaires procédant des rapports sociaux. Je renvoie pour ces deux catégories d'arguments à l'argumentation détaillée de Michel Husson à partir de l'exemple de la démographie et à sa critique de Georgescu-Roegen.

L'exemple de la démographie est particulièrement éclairant à cet égard. On peut renvoyer à cet égard aux analyses de H. Lebras, qui prolongent celles de E. Boserup : il est erroné de naturaliser les mécanismes démographiques, (image de l'étang), ni d'introduire un lien de causalité direct entre évolution démographique et croissance du revenu, sur la base d'une supposée « soutenabilité » naturelle de telle ou telle quantité de population, sans passer par des variables intermédiaires sociales (répartition des richesses et notamment des terres, statut des femmes et organisation de la société en général).

Plus globalement, on peut se demander s'il est légitime d'avoir une grille d'explication supposant un rapport direct, non médié, des sociétés humaines à la nature. Pour deux raisons :

- tout rapport à la « nature » est d'abord médié par un rapport social. Le rapport plus harmonieux et équilibré à la nature que certains voudraient mettre en avant est d'abord un certain rapport des humains entre eux, certains rapport de production travail, consommation, rapports de genre, etc. ; bref des rapports sociaux.

- la « nature » n'existe pas : il s'agit toujours d'une construction des sociétés humaines, avec une pluralité des modes de vécu, d'utilisation.

On voit donc que les principaux arguments de la discussion renvoient au modèle social, à l'organisation de la société. Mais si la contradiction entre le capitalisme et l'intégration de la dimension écologique peut être facilement mis en avant, la plupart des analyses, y compris marxistes, font souvent l'impasse sur « quel autre monde » est possible – alors que les théoriciens de la décroissance ont un projet assez précis, et clairement réactionnaire⁵. La

⁵ Etat et marché sont renvoyé dos à dos. En effet, ce qui en crise, selon A. Caillé, ce sont le « deux appareils de la modernité que sont l'Etat et le marché. Par exemple, justement, l'assistance aux personnes âgées, les tâches d'éducation des enfants, etc. Tout cela a été accompli jusqu'à présent sur le mode professionnel et ne peut plus guère l'être pour l'instant, car ces activités

question de la persistance (voire du renforcement sous l'influence du marché) de traits pré-capitalistes au sein de formations sociales notamment au Sud, est rarement évoquée, et ce que le développement des forces productives, ou son absence, change à cela. En effet, dans le questionnement strictement écologique, c'est d'abord sous un angle essentiellement quantitatif et matériel que la croissance des forces productives est évoquée (cf. la question de l'empreinte écologique de la croissance).

II/ Les forces productives ne sont-elles que des forces productives ?

Je fais ici l'hypothèse que la question écologique n'est pas l'essentiel dans cette affaire, et qu'elle est largement subordonnée à la question du modèle social, lui-même sous-jacent au mode de production et aux rapports de production.

Cela implique de donner toute sa portée au raisonnement dialectique, y compris en revenant à l'analyse de Marx et Engels.

L'avènement du capitalisme et la révolution bourgeoise marquent en effet pour Marx et Engels le moment où une libération sans précédent des forces productives s'accompagne de l'aliénation de l'être humain- et, on l'a vu, de la nature – en même temps que son asservissement au capital. C'est ce processus qui crée les conditions de l'émancipation de l'humanité dans le dépassement/renversement du capitalisme.

Parallèlement, le calcul économique marchand prend le pas sur toutes les autres considérations. En même temps il naturalise l'analyse économique en créant l'illusion de « lois » éternelles.

Ce sont sur les implications contradictoires de ce double mouvement qu'il convient de revenir pour essayer de concevoir ce que signifierait un arrêt du développement des forces productives.

La question des forces productives est-elle seulement la question des forces productives ?

Peut-on envisager une société où les forces productives arrêteraient de croître et quelles en sont les implications ?

A/ Le « désencastrement » de l'économie

La thématique de « désencastrement » (ou « désenchâssement ») de l'économie est souvent évoquée par les théories de la décroissance, notamment, mais pas seulement par ceux qui mettent l'accent sur la thématique du don et de l'antiéconomisme (MAUSS). On a ici une thématique à deux niveaux :

- au niveau du fonctionnement de l'économie réelle : « *Quand le marché en vient à maîtriser le système économique, la société subit une mutation importante : le marché n'est plus encadré (embedded) dans les relations sociales, ce sont au contraire les relations sociales qui sont encadrées dans le système de l'échange.* » (Polanyi, *La Grande transformation*)
- au niveau de la pensée économique : l'économie politique classique au même moment s'émancipe de la religion, de la morale, de la philosophie, etc....

ne sont pas rentables du point de vue de l'économie de marché et on ne peut embaucher des fonctionnaires à l'infini. » On s'interroge : par qui seront donc désormais accomplis les tâches d'éducation des enfants et de soins aux personnes âgées ??? ...Face aux systèmes « impersonnels » que sont le marché et L'Etat, est préconisé alors un système de réciprocité mettant en relation des personnes. « Cette économie est viable. C'est elle qui a fonctionné depuis des millénaires ou des siècles entiers. C'est le régime central de toutes les sociétés archaïques ou " sauvages " et d'une bonne partie des sociétés traditionnelles. » Caillé sur économie naturelle :

Ces deux dimensions sont étroitement imbriquées et précèdent de peu l'avènement du capitalisme industriel en Europe.

Tout cela parachève le désenchantement du monde (philosophie des Lumières, et plus généralement ce qu'on appelle modernité, cible en général des décroissantistes et des tenants de l'anti-économisme, cf. nombreux articles dans la revue du MAUSS et oreille complaisante envers les thématiques « post-modernes ».)

Ce processus théorique est le pendant du rôle progressiste joué par le capitalisme dans l'histoire pour Marx. On rappellera ce fameux passage du Manifeste : *« La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle éminemment révolutionnaire. Partout où elle a conquis le pouvoir, elle a foulé aux pieds les relations féodales, patriarcales et idylliques. Tous les liens complexes et variés qui unissent l'homme féodal à ses "supérieurs naturels", elle les a brisés sans pitié pour ne laisser subsister d'autre lien, entre l'homme et l'homme, que le froid intérêt, les dures exigences du "paiement au comptant". Elle a noyé les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité petite-bourgeoise dans les eaux glacées du calcul égoïste. Elle a fait de la dignité personnelle une simple valeur d'échange; elle a substitué aux nombreuses libertés, si chèrement conquises, l'unique et impitoyable liberté du commerce. En un mot, à la place de l'exploitation que masquaient les illusions religieuses et politiques, elle a mis une exploitation ouverte, éhontée, directe, brutale.*

Les illusions sacrées disparaissent en même temps du raisonnement économique. Or on peut penser que de nombreux « anti-économistes » voudraient aujourd'hui les y remettre, pour réaffirmer des valeurs éthiques, humaines, des liens de solidarité, etc...et « réencaster » l'économie, dans un projet ayant peu à voir avec l'émancipation et beaucoup avec des rapports de sujétion familiaux ou communautaires.

Je considère que notre démarche devrait être tout autre, poursuivre la démarche marxiste de critique de l'économie politique : la suite logique du désencastrement du début du MPC est Walras et son projet d'« économie politique pure », mettant en avant des lois naturelles intemporelles indépendantes des rapports de force sociaux et une prétention de l'économie à la scientificité, calqué sur le modèle des sciences de la nature. Face à cela, notre démarche est de réinsérer l'économie (c'est çà dire l'étude des mécanismes de l'accumulation du capital) dans la totalité historique et sociale : dévoilement des rapports sociaux à l'œuvre derrière apparence de lois naturelles, mais sur la base du désencastrement précédent par rapport auquel il n'y pas de retour en arrière possible.

Par rapports aux orthodoxes tenants d'une scientificité de l'économie, nous revendiquons la nature politique et sociale de l'économie. Mais en même temps (démarche de l'appel des économistes, d'Attac) nous revendiquons bien une démarche d'économistes, et non une démarche humanitaire ou même strictement politique : une économie hétérodoxe mettant en avant les rapports sociaux. Notre démarche est donc à l'opposé d'une démarche du type « horreur économique » à la Forester ou de l'anti-économisme du MAUSS et des théoriciens de la décroissance, qui ne font que conforter l'hégémonie de l'économie libérale en reprennent à leur compte l'essentiel de leurs présupposés (naturalité du marché, etc.)

Si on relit Marx et Engels dans leurs textes ayant trait au rapport de l'être humain à la nature, on s'aperçoit que sa maîtrise implique non seulement une attitude scientifique et technicienne par rapport à elle, mais surtout la fin de la soumission de la société à une transcendance quelconque. Les implications les plus importantes de ce changement opèrent non directement sur le rapport des humains à la nature en tant que telle, mais sur les rapports des humains entre eux, les rapports de production notamment. On a désormais le fonctionnement de sociétés

désenchantées, où la transformation plus importante provient non de ce que la connaissance de la nature permet de produire, du changement dans les conditions matérielles de vie qu'elle entraîne, mais de ce que sa connaissance change dans les rapports de sociaux. Ce doit être bien sûr le cas dans le socialisme., ML p 11 dans le socialisme les être humains « *pour la première fois deviennent des maîtres réels et conscients de la nature, parce que et en tant que maîtres de leur propre vie en société* ». (je souligne) (Engel, *Anti-dühring*) Mais c'est déjà le cas dans le capitalisme : « *Il s'élève à un niveau social tel que toutes les sociétés antérieures apparaissent comme des développements purement locaux de l'humanité et comme une idolâtrie de la nature. En effet la nature devient un pur objet pour l'homme, une chose utile. On ne la reconnaît plus comme une puissance. L'intelligence théorique des lois naturelles a tous les aspects de la ruse qui cherche à soumettre la nature aux besoins humains, soit comme objet de consommation, soit comme moyen de production.* » (Marx, Gundrisse).

Le fait que la nature ne soit plus reconnue comme une puissance, en éliminant la transcendance du fonctionnement des sociétés, peut contribuer du même coup à éliminer d'autres facteurs de domination : le sacré, etc. bref tout ce qui relève de la domination par les traditions. Bien entendu, c'est une potentialité, pas une conséquence automatique.

T.. Benton note ainsi que « *cette vision (celle de Marx et Engels) de l'émancipation, correspond à peu près à ceci : dans les débuts de leur histoire, les hommes ont souffert d'un manque d'autonomie doublement conditionné. Dans la mesure où leurs capacités à transformer la nature ont été limitées dans leur développement, ils ont été à la merci des forces extérieures de la nature et ont été dominés par elles Mais une autre source de domination, enracinée dans la société elle-même et ressentie comme une seconde nature » s'est superposée à la première. Ave le développement historique des pouvoirs sociaux de l'homme vis-à-vis de la nature s'est fait jour la possibilité de renverser les rôles en ce qui concerne ces deux sources d'oppression : les hommes peuvent réussir à contrôler en commun leur propre vie sociale et à travers la nature elle-même » .*

Cela renvoie au fait que le développement des forces productives remet sans cesse en cause les rapports de production existants, et donc les idéologies justificatrices qui vont avec. mais avec le capitalisme, on a un saut qualitatif lié au fait que ce développement est sans précédent dans l'histoire humaine.

B/ Croissance des forces productives et changement des sociétés

Le développement des forces productives a une double dimension :

- ce qu'elles apportent : l'abondance, la satisfaction des besoins, en termes matériels. (et éventuellement leur revers, les externalités négatives sur plan écologique).
- ce qu'elles permettent : la déstabilisation des ordres sociaux et des rapports de production anciens.

La notion de progrès, si décriée, comporte cette double dimension.

1) Ambivalence de la notion de progrès

Si on admet le caractère destructeur d'un certain nombre de « postes » et de certaines modalités de la croissance du PIB orientée vers le profit, tout le monde devrait en principe tomber d'accord sur le fait qu'il faut, au départ du moins, un minimum de croissance pour fournir à l'humanité entière des écoles, de l'eau potable, des hôpitaux, et en général satisfaire les besoins etc.

Or, c'est justement ce que les porte-parole du courant de la décroissance remettent en cause. cf. citation de Latouche plus haut, ces objectifs, croissance ou pas étant vus comme la pointe

avancée de l'occidentalisation du monde, au même titre que les droits des femmes, la notion de liberté individuelle, etc. . (et non, partout dans le monde, comme le résultat de luttes sociales).

La diabolisation du progrès en général, par le courant de la décroissance mais aussi, et c'est plus grave, par tout une frange de militants qui sont influencés par lui, se décline sur plusieurs registres, constituant ainsi une nouvelle pensée unique.

- le relativisme culturel : négation de la possibilité d'une émancipation humaine fondée sur des luttes et des objectifs communs, occultation des rapports de classe et des rapports sociaux en général (notamment des rapports de genre).
- l'assimilation du progrès social au progrès technique, lui-même tant refusé par principe (la technique étant par ailleurs assimilée à la science).

On retrouve dans ces analyses (Ellul) le déterminisme technologique qui est justement indûment attribué au marxisme : considérer qu'une technologie implique automatiquement telle ou telle organisation du travail et de la société. D'autre part la remise en cause indistincte des « grands systèmes socio techniques » conduit à un projet de société fort peu progressiste. Comme le note J-M Harribey « *Il est également de bon ton dans certains milieux héritiers d'Illich de critiquer les « grands outils socio-techniques », voire d'appeler au « démantèlement pur et simple » d'EDF⁶. Démanteler EDF, et pourquoi pas La Poste, France Telecom, Air France, la SNCF, l'éducation, la santé, etc. ? Que ces libéraux qui s'ignorent se rassurent, ce sera bientôt fait comme pour les retraites (méga ou macro-système socio-technique s'il en était). Comment se fait-il que le concept d'externalités négatives soit utilisé par eux pour parler de la pollution et que celui d'externalités positives résultant des « grands ensembles socio-techniques » soit ignoré ? Si l'on admet le concept d'externalités, pourquoi marche-t-il dans un sens et pas dans l'autre ? »*

Tout cela renvoie aux plaidoyers pour les petites unités de production, pour la « relocalisation de l'économie », fréquemment entendus dans les débats.....Or ce n'est pas par hasard qu'on parle d'alter-mondialisme) (ce que récuse le courant de la décroissance : « un autre monde est possible, pas une autre mondialisation », titre d'un n° spécial de la revue du MAUUSS).

En revanche, il est indispensable d'assortir la remise en cause du déterminisme technologique de la critique de la prétendue neutralité de la technologie (cf. Dockès-Rosier critique du mimétisme technologique dans les stratégies de développement), ce qui rejoint la critique de l'idée présente chez Marx et Engels, selon laquelle on pourrait transposer tel quel dans le socialisme l'appareil productif et les technologies du capitalisme, en changeant simplement leur forme de propriété.

2) Forces productives e bouleversement des rapports de production.

Le développement des forces productives est souvent vu dans une lecture unilatérale du marxisme comme d'abord la condition de l'abondance, les bases de la future existence désaliénée de l'être humain dégagé du besoin et de la lutte pour la survie, etc... Mais sa dimension essentielle semble être autre que quantitative.

Tous les passages sur la contradiction entre le développement des forces productives et les rapports de production, loin de porter la vision d'un déterminisme technologique et d'un progrès linéaire, bref d'une philosophie de l'histoire évolutionniste, en avancent au contraire une vision dialectique : la croissance des forces productives ne signifie rien en elle-même, elle

n'est porteuse de progrès pour l'humanité que pour autant qu'elle remet en cause les anciens rapports de production (peu importe à la limite le contenu productif en lui-même). De là la transposition au capitalisme du mécanisme qui a prévalu pour le féodalisme.

Mais la spécificité du rythme élevé et ininterrompu de développement des forces productives qui prévaut dans le capitalisme est que ce changement est potentiellement permanent ; Reprenons le Manifeste : « *La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux. Le maintien sans changement de l'ancien mode de production était, au contraire, pour toutes les classes industrielles antérieures, la condition première de leur existence. Ce bouleversement continu de la production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette insécurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes. Tous les rapports sociaux, figés et couverts de rouille, avec leur cortège de conceptions et d'idées antiques et vénérables, se dissolvent; ceux qui les remplacent vieillissent avant d'avoir pu s'ossifier. Tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont forcés enfin d'envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec des yeux désabusés.* »

Un exemple de cette contradiction permanente peut-être vu dans les conséquences contradictoires de la mondialisation productive sur la situation des femmes dans le Tiers-Monde : porteuse d'aggravation de leur situation, et parfois, par les formes mêmes de la marchandisation, d'un renforcement des traditions patriarcales, (dot en Inde), elle est en même temps bien souvent source de déstabilisation de ces mêmes structures patriarcales. Les courants, (comme l'écoféminisme), qui veulent freiner la croissance des forces productives au motif qu'elle n'a que des effets destructeurs, sauvegarder les liens communautaires contre la mondialisation, n'ont rien à proposer contre ces structures patriarcales.

On a donc en permanence une destruction créatrice ; peut-on envisager que ce ne soit pas la même chose dans une société non capitaliste ? (même si les théories de l'antidéveloppement sous-estiment les capacités endogènes d'évolution des sociétés pré capitalistes et en ont une vision fétichisée, figée a-historique et fausse comme l'ont montré de nombreux anthropologues).

(C'est la piste ouverte par une question qui a été posée au séminaire d'ATTAC sur le développement par Jean Chesneaux : les analyses structuralistes des sociétés sont souvent mises en avant, mais on sous-estime ce qu'elles comportent d'immobilisme dans l'évolution de ces sociétés : peuvent-elles ne pas se transformer en permanence. ?)

Une autre question sur laquelle je voudrais conclure est de savoir si on peut passer directement de la communauté traditionnelle à une société post-capitaliste, en faisant l'économie du caractère à la fois émancipateur et aliénant du salariat. C'est ce que développe G. Duval dans le dossier d'Alternatives économique, vertement attaqué par la Ligne d'Horizon, en mettant en avant tout ce que la monétarisation des relations économiques (à ne pas confondre avec la marchandisation), a eu d'émancipateur dans l'histoire, et notamment pour les femmes ; Je reprendrai aussi l'analyse de R. Castel : « *La promotion du marché est contemporaine de la promotion de la modernité à partir du XVIII^e siècle, au moment de la sortie d'une société « holiste » dominée par les relations de dépendance entre les hommes. Elle est inséparable de l'avènement d'une société d'individus, et il faut oser dire qu'elle a eu une fonction progressiste. Mais le marché ne crée pas du lien social, et il détruit les formes*

pré-industrielles de solidarité. C'est pourquoi la possibilité pour les hommes de vivre positivement la modernité en continuant à « faire société » s'est jouée sur le défi de domestiquer le marché en l'acceptant, c'est-à-dire en refusant à la fois l'anarchie du libéralisme et la régression aux formes prémodernes de Gemeinschaft (communauté). L'histoire sociale montre à l'évidence que ce sont les régulations sociales construites à partir du travail qui ont promu cette domestication relative du marché dont l'aboutissement a été le compromis de la société salariale. » La nuance que j'apporterai est qu'il ne s'agit plus aujourd'hui de « domestiquer le marché en l'acceptant », mais au contraire de le refuser, de le dépasser, l'abolir ou tout au moins le rendre inopérant socialement. On ne pourra certainement pas le faire en partant du lien social et de la communauté traditionnelle.